



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 OCTOBRE 1903.

QUEBEC, SATURDAY, 17th OCTOBER, 1903.

### AVIS DU GOUVERNEMENT.

### GOVERNMENT NOTICES

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2835

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2836

### Nominations

### Appointments

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par ordre en conseil, en date du deux octobre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Terrebonne :—MM. James Phelan, agent, et George Edward Higginson, propriétaire de moulin, tous deux du canton Grenville, Edmund Charles Whinfield, agent, de Calumet (Grenville), dans le comté d'Argenteuil.

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the second of October, 1903, to appoint to the commission of the peace for the district of Terrebonne :—Messrs. James Phelan, agent, and George Edward Higginson, mill owner, both of the township of Grenville, Edmund Charles Whinfield, agent, of Calumet (Grenville), in the county of Argenteuil.

District de Bedford :—MM. Thomas Austin Vaughan, cultivateur, de East Bolton, et Joseph Labelle, manufacturier de beurre et fromage, de Knowlton Landing.

District of Bedford :—Messrs. Thomas Austin Vaughan, farmer, of East Bolton, and Joseph Labelle, manufacturer of butter and cheese, of Knowlton Landing.

District de Chicoutimi :—MM. Ephrem Lapointe, cultivateur, de Chambord, Epiphane Guilmet, Antoine Hébert et Henry Savard, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean. 3213

District of Chicoutimi :—Messrs. Ephrem Lapointe, farmer, of Chambord, Epiphane Guilmet, Antoine Hebert and Henry Savard, farmers, of the parish of Saint Felicien, county of Lake Saint John. 3214

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Nominations de commissaires d'écoles.*

*Appointments of school commissioners.*

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par un ordre en conseil, en date du 12 octobre courant, 1903, de nommer MM. Isaïe Montreuil, Clovis Gérard et Aldéric Gérard, commissaires d'écoles de

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the 12th of October instant, 1903, to appoint Messrs. Isaïe Montreuil, Clovis Gérard and Aldéric Gérard, of the school

la municipalité scolaire de Sainte-Dorothée, No 2, comté de Laval, le premier en remplacement de M. Cléophas Charbonneau, le second en remplacement de M. Francis Desjean, et le dernier en remplacement de M. Joseph Montreuil. 3219

municipality of Sainte Dorothée, No. 2, county of Laval, the first to replace Mr. Cléophas Charbonneau, the second to replace Mr. Francis Desjean, and the last to replace Mr. Joseph Montreuil. 3220

### Proclamations

Canada, }  
Province de } L. N. CASAULT.  
Québec. }

[L. S.]  
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } ATTENDU que M.  
*Assitant-Procureur-Général* } C. N. Hamel, secrétaire des commissaires d'émert nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Camille de Lellis, dans le comté de Bellechasse, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Camille de Lellis, dans le comté de Bellechasse, formée d'une partie du canton Bellechasse, et d'une partie du canton Daaquam, est bornée comme suit, savoir :

Au nord-ouest par la limite sud-est de la paroisse de Saint-Magloire, érigée récemment par proclamation officielle; au sud-est partie par la ligne séparative des deuxième et troisième rangs du canton Daaquam, partie par la ligne entre les lots numéros huit et neuf (8 et 9), de chacun des rangs A et B, du chemin Mailloux, dans le même canton, et partie par le prolongement vers le nord-est de cette dernière ligne à travers "La Savanne" jusqu'au canton Panet; au nord-est par la ligne qui sépare le canton Panet d'avec les cantons Bellechasse et Daaquam; enfin au sud-ouest par le canton Langevin, ou plutôt par la limite nord-est de la paroisse de Sainte-Justine.

La susdite paroisse de Saint-Camille de Lellis, qui contient dans ses limites une superficie d'environ trente et un mille cinq cents (31,500) acres, mesure neuf (9) milles, plus ou moins, du sud-ouest au nord-est, et cinq milles et demi ( $5\frac{1}{2}$ ), plus ou moins, du nord-ouest au sud-est.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Camille de Lellis, ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Camille de Lellis, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner

### Proclamations

Canada, }  
Province of } L. N. CASAULT.  
Quebec. }

[L. S.]  
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } WHEREAS C. N.  
*Assistant Attorney General.* } Hamel, esq., secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Camille de Lellis, in the county of Bellechasse, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Camille de Lellis, in the county of Bellechasse, made up of a part of the township Bellechasse and of a part of the township Daaquam, is bounded as follows, to wit :

On the north west by the south east boundary of the parish of Saint Magloire, recently erected by official proclamation; on the south east, partly by the dividing line of the second and third ranges of the township Daaquam, partly by the line between the lots numbers eight and nine (8 and 9), of each of the ranges A and B, of the Mailloux road, in the same township, and partly by the prolongation to the eastward of this latter line across the "Savanne" to the township Panet; on the north east by the line which separates the township Panet from the townships Bellechasse and Daaquam; lastly, to the south west, by the township Langevin, or rather by the north east limit of the parish of Sainte Justine.

The aforesaid parish of Saint Camille de Lellis, which contains within its boundaries an area of about thirty one thousand five hundred (31,500) acres, measure nine (9) miles, more or less, from south west to north east, and five and a half ( $5\frac{1}{2}$ ) miles, more or less, from north west to south east.

Now Know YE, that we have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Camille de Lellis, aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Camille de Lellis, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

3217

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

L. N. CASAULT.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour d'OCTOBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

#### PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commolité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le NEUVIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUINZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2837

required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Knight, Administrator of the government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

3218

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

L. N. CASAULT.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIRST day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

#### ROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIRST day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the NINTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FIFTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Quebec.

2838

## Avis du Gouvernement

Québec, 10 octobre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Edmond du Lac au Saumon, comté de Matane, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,  
3211 Secrétaire de la province.

Québec, 14 octobre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du canton Campbell, comté de Labelle, pour obtenir l'autorisation de ne publier tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité, en langue française seulement.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,  
3241 Secrétaire de la province.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait, conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Simard.

Lot 8 du 6e rang, à F. X. Giroux.

E. E. TACHE,  
Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 17 octobre 1903.

3239

No 1330.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

Demande annexion du village "Deschènes", à  
Hull, canton.

Demande est faite d'annexer le "village Deschènes", comté d'Ottawa, à la municipalité du canton de "Hull", dans le même comté, pour les fins scolaires. Le dit village Deschènes comprend le territoire suivant, savoir : Partie du lot 15a, au sud du chemin de fer C. P. R. dans le premier rang du canton de Hull, aussi les lots 15b et 16a du premier rang du dit canton, et les lots 24 à 153 compris, du village Deschènes, dans le dit canton.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1904.

3215

No 1795.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, les propriétés ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, les numéros 72 et 73, appartenant à Pierre Denis et Quetton Caher,

## Government Notices

Québec, 10th October, 1903.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of Saint Edmond du Lac Saumon, county of Matane, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,  
3212 Provincial secretary.

Québec, 14th October, 1903.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the township Campbell, county of Labelle, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,  
3242 Provincial Secretary.

## PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Simard.

Lot 8 of 6th range, to F. X. Giroux.

E. E. TACHE,  
Deputy minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Québec, 17th October, 1903.

3240

No. 1330.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE.

Application to annex village "Deschenes", to  
Hull, township.

Application is made to annex the village "Deschenes", county of Ottawa, to the municipality of the township of "Hull", in the same county, for school purposes. The said village Deschenes comprises the following territory, to wit: Part of lot 15a, south of the C. P. R. railway, in the first range of the township of Hull, also lots 15b and 16a of the first range of the said township, and the lots 24 to 153, inclusively, of the village Deschenes, in the said township.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July, 1904.

3216

No. 1795.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Raymond, in the county of Portneuf, the properties bearing on the official cadastre of the parish of Saint Raymond, the numbers 72 and 73, belonging to Pierre Denis and Quetton Caher, and

et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Raymond, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1904. 3133.2

Quebec, 8 octobre 1903.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par J. O. East, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté de Portneuf, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Hamel, en son vivant notaire public, de la paroisse de Sainte-Jeanne de Neuville, dans le comté de Portneuf, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.)

3191.2

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

No 1154.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Rectification des limites des municipalités scolaires de Roberval et Ouïatchouan, Lac-Saint-Jean.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Roberval, comté du Lac Saint-Jean, le territoire ci-dessous décrit, savoir :

1° Les lots ayant au cadastre officiel du canton Roberval, les numéros 29, 30 et 31 :

2° L'emplacement de Léon Dechène, actuellement Beemer, faisant partie du No 27 du cadastre officiel du dit canton ;

3° La partie sud-ouest des lots ayant au cadastre officiel du canton Roberval, les numéros 39, 40, 42, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69 et 70, à partir du trait-carré entre les rangs B et I du dit canton, jusqu'à une distance de 20 arpents de profondeur sur les dits lots ;

Et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Ouïatchouan, dans le même comté.

Détacher de la municipalité scolaire de Ouïatchouan, dans le comté du Lac Saint-Jean, les emplacements de George Audet et de Idas Dufour, faisant partie du lot connu au cadastre officiel du canton Roberval, sous le numéro 71 ; la partie nord-est des lots ayant au cadastre officiel du canton Roberval, les numéros 36, 37, 39 et 40, à partir de la ligne de division entre les lots 15 et 16 de l'arpentage primitif du rang B du canton Roberval, à un point se trouvant à vingt arpents du trait-quarré entre le rang 1er et le rang B du dit canton, continuant les dits lots jusqu'au Lac Saint-Jean ;

Et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire du village de Roberval.

Le nom de la municipalité scolaire du village de Roberval sera changé en celui de "municipalité scolaire de la ville de Roberval."

Cette délimitation, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 3131.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construct on ou l'amélioration un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblab soit pour l'octro d'un droit de traverse, la construction d usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation

to annex them to the school municipality of the village of Saint Raymond, in the same county.

This annexation, if authorized, only to take effect on the 1st of July next, 1904. 3134

Quebec, 8th October, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant governor in council, by J. O. East, esquire, notary public, of the parish of Saint Augustin, in the county of Portneuf, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Hamel, in his lifetime esquire, notary public, of the parish of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, in virtue of the provisions of the notarial code, (article 3685 R. S. P. Q.)

3192

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.

No. 1154.03

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Rectification of boundaries of the school municipalities of Roberval and Ouïatchouan, Lake Saint John.

Application is made to detach from the school municipality of the village of Roberval, county of Lake Saint John, the territory hereinafter described, to wit :

1. The lots bearing on the official cadastre of the township Roberval the numbers 29, 30 and 31

2. The lot of Léon Dechène, now Beemer, forming part of No. 27 of the official cadastre of the said county

3. The south west part of the lots bearing on the official cadastre of the township Roberval, the numbers 39, 40, 42, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69 and 70, starting from the division line between the ranges B and I of the said township, to a distance of 20 arpents in depth on the said lots ;

And to annex this territory to the school municipality of Ouïatchouan, in the same county.

To detach from the school municipality of Ouïatchouan, in the county of Lake Saint John, the lots of George Audet and of Idas Dufour, forming part of the lot known on the official cadastre of the township Roberval, as number 71 ; the north east part of the lots bearing on the official cadastre of the township Roberval, the numbers 36, 37, 39 and 40, starting from the division line between the lots 15 and 16 of the primitive survey of the range B of the township Roberval, to a point situate at twenty arpents from the division line between the 1st range and the range B of the said township, continuing the said lots to Lake Saint-John ;

And to annex this territory to the school municipality of the village of Roberval.

The name of the school municipality of the village of Roberval will be changed to that of the "school municipality of the town of Roberval."

This bounding, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904. 3132

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies,

de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, igne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les émanent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bill Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas pré-

the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not

sentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des ambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2833

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporation existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

\* 2. Les bills pour constitution de cités ou de

b presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2834

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Sluice, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

\* 2. Bills for the incorporating of Cities or Towns,

viles, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en plus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, vivants la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendment between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3079 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Avis Divers

Dame Virginie Elie dit Breton, épouse commune en biens de Joseph Ste-Marie, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a intenté, ce jour, à son dit époux, une action en séparation de biens.

N. U. LACASSE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 9 octobre 1903. 3229

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 450.

Dame Marie Joséphine Visien, de Trois-Rivières, épouse commune en biens de François Xavier Paquette, mécanicien, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit François Xavier Paquette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le huitième jour d'octobre 1903.

BEAUREGARD, RAINVILLE &  
ST. JULIEN,  
Avocats de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 9 octobre 1903. 3207

Province de Québec, }  
District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
No 1169.

Dame Tillie Ornstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Wexler, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs  
Le dit Charles Wexler, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-neuvième jour de septembre 1903.

STEPHENS, HUTCHINS &  
MARGOLESE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 6 octobre 1903. 3157.2

Province de Québec, }  
District de Montreal. } *Cour Supérieure.*  
No 2364.

Dame Zéluma Leclair, dûment autorisée, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Urgèle St-Maurice, de la ville de Lachine, district de Montréal.

DECARIE & DECARY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 22 septembre 1903. 3067.4

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway tramway, telegraph, telephone or lighting company or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3080 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

### Miscellaneous Notices

Dame Virginie Elie dit Breton, wife common as to property of Joseph Ste. Marie, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

N. U. LACASSE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 9th October, 1903. 3230

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 450.

Dme Marie Joséphine Visien, of Three Rivers, wife common as to property of François Xavier Paquette, engineer, of the same place, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs  
The said François Xavier Paquette, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighth day of October, 1903.

BEAURERARD, RAINVILLE &  
ST. JULIEN,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 9th October, 1903. 3208

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1169.

Dame Tillie Ornstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Wexler, trader, of the same place, duly authorized for the purpose hereof, Plaintiff ;

vs  
The said Charles Wexler, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty ninth day of September, 1903.

STEPHENS, HUTCHINS &  
MARGOLESE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 6th October, 1903. 3158

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 2364.

Dame Zéluma Leclair, duly authorized, has taken, to day, an action in separation as to property against her husband, Urgèle St-Maurice, of the town of Lachine, district of Montreal.

DECARIE & DECARY,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 22nd September, 1903. 3068

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Mary Jane Grison, des cité et district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Duncan  
 McMillan, contre-maître, absent, dûment autori-  
 sée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs  
 Le dit Duncan McMillan, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

O. A. GOYETTE,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 25 septembre 1903. 3083.3

*Cour Supérieure.—Beauce.*  
 No 3726.

Pétronille Bourget, de la paroisse de Saint-Victor,  
 Beauce, épouse commune en biens de Ludger  
 Lacombe, du même lieu, commerçant, légalement  
 autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
 Le dit Ludger Lacombe, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 par la demanderesse contre le défendeur en cette  
 cause.

LETELLIER & BOUFFARD,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Saint-Joseph, 19 septembre 1903. 3031.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1175.

Dame Mary Maud Francis, épouse de Albert  
 Henry Ellis, maître plombier, de la cité et du district  
 de Montréal, a, ce jour, intenté une action en sépa-  
 ration de biens contre son dit mari.

A. G. CROSS,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 21 septembre 1903. 3045.4

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
 No. 229.

Dame Marie Amanda Beaudoin, de la paroisse de  
 Sainte-Adèle, district de Terrebonne, épouse com-  
 mune en biens de Joseph Louis Aubert, du même  
 endroit, marchand, a, institué une action en sépa-  
 ration de biens contre son dit époux.

PREFONTAINE, ARCHER,  
 PERRON & TASCHEREAU,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Sainte-Scholastique, 23 septembre 1903. 3049.4

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No 3490.

Dame Hermine Dagenais, de la paroisse de Saint-  
 Henri de Mascouche, district de Joliette, épouse  
 commune en biens de Emilien Gareau, hôtelier, du  
 même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a,  
 ce jour, institué une action en séparation de corps  
 et de biens contre son dit mari.

PELLETIER & PELLETIER,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Joliette, 8 septembre 1903. 3033.4

AVIS.

Dame Vitaline Gauthier, de la cité de Saint-  
 Henri, district de Montréal, épouse de Philippe Vin-  
 cent, hôtelier, du même lieu, a, ce jour, pour-  
 suivi son dit mari en séparation de corps et de  
 biens, devant la cour supérieure, district de Mont-  
 réal, sous le No 1065.

V. MARTINEAU,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 5 septembre 1903. 2985.5

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Mary Jane Grison, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Duncan  
 McMillan, foreman, absentee, of the same place,  
 duly authorized to appear in judicial proceedings,  
 Plaintiff ;

vs  
 The said Duncan McMillan, Defendant.  
 An action in separation as to property has, this  
 day, been instituted by the plaintiff against the  
 defendant.

O. A. GOYETTE,  
 Attorney for the plaintiff.  
 Montreal, 25th September, 1903. 3084

*Superior Court.—Beauce.*  
 No. 3726.

Pétronille Bourget, of the parish of Saint Victor,  
 Beauce, wife common as to property of Ludger  
 Lacombe, merchant, of the same place, duly  
 authorized to sue, Plaintiff ;

vs.  
 The said Ludger Lacombe, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted by the plaintiff against the defendant in  
 this cause.

LETELLIER & BOUFFARD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Saint Joseph, 19th September, 1903. 3032

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1175.

Dame Mary Maud Francis, wife of Albert Henry  
 Ellis, of the city and district of Montreal, master  
 plumber, has, this day, instituted an action in sepa-  
 ration as to property against her said husband.

A. G. CROSS,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal 21st September, 1903. 3046

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
 No. 229.

Dame Marie Amanda Beaudoin, of the parish of  
 Saint Adele, in the district of Terrebonne, wife  
 common as to property of Joseph Louis Aubert, of  
 the same place, merchant, has instituted an action  
 for separation as to property against her said  
 husband.

PREFONTAINE, ARCHER,  
 PERRON & TASCHEREAU,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Sainte Scholastique, 23rd September, 1903. 3050

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No. 3490.

Dame Hermine Dagenais, of the parish of Saint  
 Henri de Mascouche, district of Joliette, wife com-  
 mon as to property of Emilien Gareau, hotelkeeper,  
 of the same place, duly authorized to ester en jus-  
 tice, has, this day, instituted an action in sepa-  
 ration as to bed and board against her said husband.

PELLETIER & PELLETIER,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Joliette, 8th September, 1903. 3034

NOTICE.

Dame Vitaline Gauthier, of the city of Saint  
 Henry, district of Montreal, wife of Philippe Vin-  
 cent, hotel-keeper, of the same place, has, this day,  
 sued her said husband in separation from bed and  
 board, before the superior court of the district of  
 Montreal, under No. 1065.

V. MARTINEAU,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 5th September, 1903. 2986

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1159.  
 Dame Rebecca Gross, des cité et district de Mont-  
 réal, épouse commune en biens de Hyman Breit-  
 man, commerçant, du même lieu, dûment autori-  
 sée à l'effet des présentes, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Hyman Breitman, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le vingt-huitième jour de septembre  
 1903.  
 STEPHENS, HUTCHINS  
 & MARGOLESE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 6 octobre 1903. 3159.2

Canada,  
 Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2343.  
 Dame Elmire Renaud, de la paroisse de Saint-Am-  
 broise de la Jeune-Lorette, épouse commune en  
 biens de François-Xavier Martel, du même lieu,  
 dûment autorisée en justice aux fins des pré-  
 sentes, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit François-Xavier Martel, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée,  
 ce jour, en cette cause.  
 C. E. DORION,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Québec, 3 octobre 1903. 3149.2

*Cour Supérieure.—Beauce.*  
 No. 3722.  
 Dame Délina Boulet, épouse commune en biens de  
 Léon Dorval, de Saint-Odilon de Cranbourne,  
 commerçant, dûment autorisée par jugement en  
 date du 25 septembre courant, à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Léon Dorval, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 par la demanderesse contre le défendeur, le 25 sep-  
 tembre courant.  
 LETELLIER & BOUFFARD,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Saint-Joseph, Beauce, 26 septembre 1903. 3077.3

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 No. 176.  
 Dame Louise Lallier, épouse commune en biens de  
 Jean Provençal, de la paroisse de Notre Dame de  
 Lourdes, dans le comté de Mégantic, dûment  
 autorisée à ester en justice, en vertu d'un juge-  
 ment de la cour, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Jean Provençal, du même lieu, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le quatrième jour de septembre 1903.  
 J. E. METHOT,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Arthabaska, 1er septembre 1903. 2967-5

*Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.*  
 No. 977.  
 Rachel Roy, épouse commune en biens de Louis  
 Tremblay, cultivateur, du village de Roberval,  
 dûment autorisée aux fins des présentes,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Louis Tremblay, du village de Roberval, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le troisième jour de mars 1903.  
 GUSTAVE PERRAULT,  
 Procureur de la demanderesse. 2987.5

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1159.  
 Dame Rebecca Gross, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Hyman  
 Breitman, trader, of the same place, duly author-  
 ized for the purposes hereof, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Hyman Breitman, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, on the twenty eighth day o  
 September, 1903.  
 STEPHENS, HUTCHINS  
 & MARGOLESE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 6th October, 1903. 3160

Canada  
 Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 No. 2343.  
 Dame Elmire Renaud, of the parish of Saint Am-  
 broise de la Jeune-Lorette, wife common as to  
 property of François-Xavier Martel, of the same  
 place, judicially authorized to take the present  
 action. Plaintiff ;  
 vs  
 The said François-Xavier Martel, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted, this day, in the present cause.  
 C. E. DORION,  
 Attorney for the plaintiff.  
 Quebec, 3rd October, 1903. 3150

*Superior Court—Beauce.*  
 No. 3722.  
 Dame Delina Boulet, wife common as to property of  
 Léon Dorval, of Saint Odilon de Cranbourne,  
 trader, duly authorized by judgment dated the  
 25th of September instant, to appear in judicial  
 proceedings, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Léon Dorval, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted by the plaintiff against the defendant, on  
 the 25th September instant.  
 LETELLIER & BOUFFARD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Saint Joseph, Beauce, 26th September, 1903. 3078

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 No. 176.  
 Dame Louise Lallier, wife common as to property  
 of Jean Provençal, of the parish of Notre Dame  
 de Lourdes, in the county of Megantic, duly  
 authorized to appear in judicial proceedings, in  
 virtue of a judgment of the court, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Jean Provençal, of the same place,  
 Defendant.  
 An action for separation of property has been, on  
 the fourth day of September, 1903, instituted in  
 this case.  
 J. E. METHOT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Arthabaska, 1st September, 1903. 2968

*Superior Court.—District of Chicoutimi.*  
 No. 977.  
 Rachel Roy, wife common as to property of Louis  
 Tremblay, farmer, of the village of Roberval,  
 duly authorized for the purposes hereof,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 Louis Tremblay, of the village of Roberval,  
 Defendant.  
 An action for separation of property has been  
 instituted in this cause, on the third day of March,  
 1903.  
 GUSTAVE PERRAULT,  
 Attorney for plaintiff. 2988

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
 No 4475.

Dame Virginie Brunelle, épouse de Napoléon Benoit, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, dans le district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Sorel, 11 septembre 1903. 2965-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 2306.

Dame Emma Chenevert, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Zénon Bonin, marchand tailleur, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit Joseph Zénon Bonin, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

LAVALLEE, LAVALLEE &  
 LAVALLEE,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 12 septembre 1903. 2971.5

*Cour Supérieure.—Québec.*  
 No 1715.

Dame Séraphine Cardinal, épouse commune en biens d'Honoré St-Jean dit Langlois, de la cité de Québec, boucher, dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette cour, à ester en justice aux fins des présentes ;

vs  
 Le dit Honoré St-Jean dit Langlois.  
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 septembre courant.

J. A. ROCHETTE,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Québec, 6 septembre 1903. 3189.2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2645.

Dame Avila Lacroix, épouse de Joseph Dutrisac, de la cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit Joseph Dutrisac, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23 septembre 1903.

D. A. LAFORTUNE,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 1er octobre 1903. 3199.2

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. A. Cantin, Québec, Insolvable.

Avis vous est donné que le 13e jour d'octobre 1903, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 17 octobre 1903. 3227

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
 No. 4475.

Dame Virginie Brunelle, wife of Napoléon Benoit, of the parish of Saint Antoine de La Baie du Febvre, in the district of Richelieu, farmer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

JULES ALLARD,  
 Attorney for plaintiff.  
 Sorel, 11th September, 1903. 2966

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2306.

Dame Emma Chenevert, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Zénon Bonin, merchant tailor, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,  
 Plaintiff ;

vs  
 The said Joseph Zénon Bonin, Defendant.  
 An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

LAVALLEE, LAVALLEE &  
 LAVALLEE,  
 Attorneys for the plaintiff.  
 Montreal, 12th September, 1903. 2972

*Superior Court.—Québec.*  
 No. 1715.

Dame Séraphine Cardinal, wife common as to property of Honoré St-Jean dit Langlois, of the city of Québec, butcher, duly authorized by one of the Honorable judges of this court, to appear in judicial proceedings for the purposes hereof ;

vs  
 The said Honoré St-Jean dit Langlois.  
 An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 5th of September, instant.

J. A. ROCHETTE,  
 Attorney for plaintiff.  
 Quebec, 6th September, 1903. 3190

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2645.

Dame Avila Lacroix, wife of Joseph Dutrisac, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings,  
 Plaintiff ;

vs  
 The said Joseph Dutrisac, Defendant.  
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 23rd of September, 1903.

D. A. LAFORTUNE,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 1st October, 1903. 3200

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Québec. } *Superior Court.*  
*In re* J. A. Cantin, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 13th day of October, 1903, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 17th October, 1903. 3228

Province de Québec, }  
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
 No 3734.

*In re* Elzéar Miville Déchêne, courtier, de Saint-François de Beauce, Réquerant ;

et  
 Léon Dorval, de Saint-Odilon, commerçant,  
 Debiteur insolvable.

Avis est donné que le dit débiteur a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Beauce, et que j'ai été nommé gardien provisoire.

ELZEAR MIVILLE DECHENE,  
 Gardien provisoire.  
 Saint-François, Beauce, 8 octobre 1903. 3221

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Alphonse Beaudoin, libraire, de la cité de Montréal, Failli ;

et  
 Alexandre Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera ouvert à objection jusqu'au 3e jour de novembre 1903, après laquelle date le dividende sera payable mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 1598-1608, rue Notre-Dame, Montréal.  
 Montréal, 14 octobre 1903. 3251

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 85.  
 Frs. Martineau, Demandeur ;

vs  
 Jos. Martineau, quincailler, de Maisonneuve,  
 Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 14ième jour d'octobre 1903, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées sous un mois.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 14 octobre 1903. 3249

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
 No 86.  
 Nap. Z. Cordeau, Demandeur ;

vs  
 Dame Céline Hadd, "P. A. Pelletier & Cie." manufacturière de cigares, de la cité de Montréal,  
 Défenderesse.

Avis est par le présent donné que, le 14e jour d'octobre 1903, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 14 octobre 1903. 3247

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 Je, soussigné, donne avis que Elusippe Béland, marchand de tabac, à Québec, a fait, ce jour, abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Québec.

D. ARCAND,  
 Gardien provisoire.  
 Québec, 9 octobre 1903. 3209

Province of Quebec, }  
 District of Beauce. } *Superior Court.*  
 No. 3734.

*In re* Elzéar Miville Déchêne, broker, of Saint-François de la Beauce, Petitioner ;

and  
 Léon Dorval, of Saint Odillon, trader,  
 Insolvent debtor.

Notice is given that the said insolvent debtor has, this day, made an assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of Beauce, and that I have been appointed provisional guardian.

ELZEAR MIVILLE DECHENE,  
 Provisional guardian.  
 Saint François, Beauce, 8th October, 1903. 3222

Province of Quebec. }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Alphonse Beaudoin, stationer, of the city of Montreal, Insolvent ;

and  
 Alexandre Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 3rd day of November, 1903, on and after which date dividend will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.  
 1598-1608, Notre Dame street, Montreal.  
 Montreal, 14th October, 1903. 3252

Province of Quebec. }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 85.  
 Frs. Martineau, Plaintiff ;

vs  
 Jos. Martineau, hardware dealer, of Maisonneuve,  
 Defendant.

Notice is hereby given that, on the 14th day of October, 1903, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.  
 1598 and 1608, Notre Dame street.  
 Montreal, 14th October, 1903. 3250

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 86.  
 Nap. Z. Cordeau, Plaintiff ;

vs  
 Dame Céline Hadd, "P. A. Pelletier & Cie," cigar manufacturer, of the city of Montreal,  
 Defendant.

Notice is hereby given that, on the 14th day of October, 1903, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be fyled within a month.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 1598 and 1608, Notre Dame street.  
 Montreal, 14th October, 1903. 3248

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 I hereby give notice that Elusippe Béland, dealer in tobacco, at Quebec, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court at Quebec.

D. ARCAND,  
 Provisional guardian.  
 Québec, 9th October, 1903. 3210

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
*In re E. N. Gagnier, de Windsor Mills, Québec,*  
*Failli.*

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objections jusqu'au 4ième jour de novembre prochain, après quelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. P. ROYER,  
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,  
87, rue Wellington.  
Sherbrooke, Qué., 14 octobre 1903. 3253

### En Liquidation

#### SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

The Howard Trust and Investment Company Limited, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Saint-Adolphe de Howard, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, En liquidation.

Avis est par les présentes donné, en obéissance à l'ordre d'un juge de la cour supérieure, pour le dit district de Terrebonne, aux créanciers, actionnaires et contributaires de la dite compagnie, d'avoir à comparaître devant la dite cour, au palais de justice, à Sainte-Scholastique, dit district, le 23 courant, à dix (10) heures A. M., pour donner leur avis sur la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs à la dite compagnie.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,

Liquidateurs conjoints provisoires.

41, Edifice des Tramways.  
Montréal, 17 octobre 1903.

#### SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

The Howard Trust and Investment Company Limited, En liquidation.

Avis est donné à toutes personnes ayant des réclamations contre la dite compagnie, d'avoir à les produire aux liquidateurs provisoires soussignés, dans l'intervalle du jour fixé pour l'assemblée des créanciers, le 23 octobre courant, suivant l'ordre de liquidation de la cour.

GAGNON & CARON,

Liquidateurs conjoints provisoires.

41, Edifice des Tramways.  
Montréal, 17 octobre 1903. 3233

### Licitation

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }

#### LICITATION.

Avis est par le présent donné par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, pour le district de Québec, le 25 septembre 1903, dans une cause dans laquelle Dame Luce Drapeau, veuve de Bazile Gagné, de la paroisse de Saint-Anselme, est Demanderesse; et Herménégilde Gagné, cultivateur, Céline Gagné, épouse séparée de biens d'Anselme Plante, cultivateur, et le dit Anselme Plante, tant pour assister son épouse que personnellement, tous de la paroisse de Saint-Anselme, et David Gagné et Jean *alias* Johnny

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
*In re E. N. Gagnier, de Windsor Mills, Québec,*  
*Insolvent.*

A first dividend sheet has been prepared in this matter, open to objections until the 4th day of November next, after which date dividends will be payable at my office.

J. P. ROYER,  
Curator.

Office of J. P. Royer,  
87, Wellington street.  
Sherbrooke, Que., 14th October, 1903. 3254

### In Liquidation

#### UNDER THE WINDING UP ACT.

The Howard Trust and Investment Company Limited, a body corporate and politic, having its chief place of business at Saint Adolphe de Howard, county of Argenteuil, district of Terrebonne, In liquidation.

Notice is hereby given, in obedience to the order of a judge of the superior court, for the district of Terrebonne, to the creditors, shareholders and contributories of the said company, to appear before the said court, at Sainte Scholastique, on the 23rd October instant, at ten (10) o'clock A. M., to give their advice on the appointment of one or more liquidators to the said company.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,

Joint provisional guardians.

41, Street Railway Building,  
Montreal, 17th October, 1903.

#### UNDER THE WINDING UP ACT.

The Howard Trust and Investment Company Limited, In liquidation.

Notice is hereby given that all persons having claims against the above named Company, are hereby requested to file the same in the hands of the undersigned provisional liquidators, within the time specified for the meeting of creditors, the 23rd October instant, on terms of the winding up order.

GAGNON & CARON,

Joint provisional liquidators.

41, Street Railway Building,  
Montreal, 17th October, 1903. 3234

### Licitation

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Quebec. }

#### LICITATION.

Notice is hereby given by and virtue of a judgment of the superior court sitting at Quebec, for the district of Quebec, rendered on the 25th September, 1903, in a cause in which Dame Luce Drapeau, widow of the late Bazile Gagné, of the parish of Saint Anselme, is Plaintiff; and Herménégilde Gagné, farmer, Céline Gagné, wife separated as to property of Anselme Plante, farmer, and the said Anselme Plante, to assist his wife and personally, all of the parish of Saint Anselme, and David Gagné and Jean *alias* Johnny Gagné, both of parts

Gagné, tous deux de lieux inconnus, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Les numéros 41 et 42, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, situés dans la concession Sainte-Anne de la dite paroisse, pour être vendus en un seul et même lot.  
2° Le numéro 53, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, situé dans la concession Sainte-Anne de la dite paroisse.

3° Le numéro 54, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, situé dans la concession Sainte-Anne de la dite paroisse.

4° Le numéro 696, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, étant une terre à bois située dans la concession Saint-Charles de la dite paroisse.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 18 NOVEMBRE 1903, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BELLEAU & BELLEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 14 octobre 1903. 3243  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } VICTOR GRONDIN ET  
No 138. } AL, Demandeurs; contre  
ALPHONSINE BEDARD, fille majeure et usant de ses droits, Défenderesse.

La moitié sud-ouest du lot numéro deux, du cinquième rang du canton de Warwick, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Arthabaska, pour le canton de Warwick, sous le numéro cinq cent soixante-troize, contenant environ cent acres de terre en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1903, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 14 octobre 1903. 3235  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

unknown, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. Numbers 41 and 42, of the official cadastre of Saint Anselme, county of Dorchester, situate in Sainte Anne concession of the said parish, to be sold in one and single lot.

2. Number 53, of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, county of Dorchester, situate in Saint Ann's concession of the said parish.

3. Number 54, of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, county of Dorchester, situate in Saint Ann's concession of the said parish.

4. Number 696, of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, county of Dorchester, being a wood land situate in Saint Charles concession of the said parish.

The above described immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 18th day of NOVEMBER, 1903, in the court room, of the court house of Quebec, sitting the court; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication; and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication; and in default by the parties to file the said oppositions in the delays above prescribed, they will be foreclosed from so doing.

BELLEAU & BELLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 14th October, 1903. 3244  
[First published, 17th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } VICTOR GRONDIN ET  
No. 138. } AL, Plaintiffs; against  
ALPHONSINE BEDARD, spinster, Defendant.

The south west half of lot number two, in the fifth range of the township of Warwick, known and described on the official plan and book of reference for the registry office of the county of Arthabaska, for the township of Warwick, under number five hundred and seventy three, containing about one hundred acres of land in superficies—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, 1903, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 14th October, 1903. 3236  
[First published, 17th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de magistrat siégeant à Saint-Félicien.*

Chicoutimi, à savoir : } **PROSPER LAFONTAINE**, de Saint-Cyrille de Normandin, courtier, Demandeur ; contre **TELESPHORE BELANGER**, mécanicien, de Saint-Cyrille de Normandin, Défendeur.

Un moulin à bordeau situé sur le lot No 24, de la subdivision primitive du 4ème rang du canton Normandin, maintenant connu et désigné comme étant le No 24b.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Cyrille de Normandin, le DIX-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du shérif, Chicoutimi, 12 octobre 1903. Shérif. 3245  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Magistrate's Court sitting at Saint Félicien.*

Chicoutimi, to wit : } **PROSPER LAFONTAINE**, of Saint Cyrille de Normandin, broker, Plaintiff ; against **TELESPHORE BELANGER**, machinist, of Saint Cyrille de Normandin, Defendant.

A shingle mill situats on the lot No. 24, of the primitive subdivision of the fourth range of the township Normandin, now known and designated as No. 24b.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Cyrille de Normandin, on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's office, Chicoutimi, 12th October, 1903, 3246  
[First published, 17th October, 1903.]

**Ventes par le Shérif—Iberville**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **ANTONIN DAVID GIRARD**, avocat, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre **AMABLE COUPAL**, de la paroisse de Saint-Michel Archange, dans le district susdit, Défendeur.

Une terre sise et située sur le Grand Rang Saint-Michel, en la paroisse de Saint-Michel Archange, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro soixante et un (No 61)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel Archange susdite, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS. MAYRAND,

Bureau du Shérif, Saint-Jean, 12 octobre 1903. Shérif. 3225  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

**Sheriff's Sales—Iberville**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **ANTONIN DAVID GIRARD**, advocate, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ; against **AMABLE COUPAL**, of the parish of Saint Michel Archange, in the aforesaid district, Defendant.

A farm lying and situats on the Grand Rang Saint-Michel, in the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number sixty one (No. 61)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel Archange aforesaid, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS. MAYRAND,

Sheriff's Office, Saint Johns, 12th October, 1903. Sheriff. 3226  
[First published, 17th October, 1903.]

**Ventes par le Shérif—Joliette**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de Circuit pour le district de Montréal.*

Joliette, à savoir : } **JOSEPH E. BROUILLET**, Demandeur ; vs **ISIDORE BOLDUC**, Défendeur.

Un immeuble portant le numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de L'Assomption, dans le district de Joliette ; borné en front par la rue de l'Ange-Gardien.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Assomption, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Joliette, 12 octobre 1903. Shérif. 3223  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

**Sheriff's Sales—Joliette**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court for the district of Montreal.*

Joliette, to wit : } **JOSEPH E. BROUILLET**, Plaintiff ; vs **ISIDORE BOLDUC**, Defendant.

A lot of land bearing the number two hundred and eighty two (282), of the official plan and book of reference of the town of L'Assomption, in the district of Joliette ; bounded in front by Ange-Gardien street.

To be sold at the church door of the parish of L'Assomption, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Joliette, 12th October, 1903. Sheriff. 3224  
[First published, 17th October, 1903.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **CYRILLE H. CHAMPAGNE**, notaire, du village de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne, Demandeur ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A," annexée au bref en cette cause de **HECTOR CHAMPAGNE**, du même lieu, Défendeur, maintenant entre les mains de Joseph E. Parent, commis, de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur et en la possession du dit curateur, les immeubles suivants, savoir :

Trois lots de terre ou emplacements situés dans la municipalité de la ville d'Outremont, paroisse du Saint-Enfant Jésus, sur l'alignement de la rue Querbes avenue, connus et désignés sous les numéros trois cent sept, trois cent huit et trois cent neuf (307, 308, et 309), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la subdivision du numéro officiel trente-trois (33), de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds de front chacun par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins (30 x 80), mesure anglaise—avec toutes les bâtisses érigées sur ces dits lots ou emplacements.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-NEUVIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 23 septembre 1903. 3053.2  
[Première publication, 26 septembre 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS***Cour Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LA VILLE D'OUTREMONT**, corps politique dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville d'Outremont, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **ALPHONSE DEMERS** et **CLEOPHAS BRUNET**, tous deux de Montréal, marchands-ferblantiers, et y ayant fait affaires en société comme tels sous le nom de "Drapeau, Savignac & Cie," Défendeurs.

Un lot de terre situé dans la ville d'Outremont, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec circonstances et dépendances ; borné en front par la rue Edouard-Charles, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le No 35, de la subdivision officielle d'une partie du No 1, de la subdivision du terrain connu et désigné sous le No 32, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-NEUVIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 23 septembre 1903. 3051.2  
[Première publication, 26 septembre 1903.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **CYRILLE H. CHAMPAGNE**, notary, of the village of Saint Eustache, in the district of Terrebonne, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A," annexed to the writ in this cause of **HECTOR CHAMPAGNE**, of the same place, Defendant, and now in the hands of Joseph E. Parent, clerk, of Montreal, duly appointed curator to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator, the following immovables, to wit :

Three lots or parcels of land situate in the municipality of the town of Outremont, parish of Saint Enfant Jésus, on the alignment of Querbes avenue, known and described as numbers three hundred and seven, three hundred and eight and three hundred and nine (307, 308 and 309), on the official plan and book of reference of the subdivision of the official number thirty three (33), of the parish of Montreal, containing each thirty feet in front by eighty feet in depth (30 x 80), more or less, english measure—with all the buildings erected on the said lots or parcels of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY NINTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 23rd September, 1903. 3054  
[First published, 26th September, 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE TOWN OF OUTREMONT**, a body corporate, having its chief office and place of business in the town of Outremont, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ALPHONSE DEMERS** and **CLEOPHAS BRUNET**, both of Montreal, traders tinsmiths, and as such having carried on business there under the style and firm of "Drapeau, Savignac & Co," Defendants.

A lot of land situate in the town of Outremont, county of Hochelaga, district of Montreal—with circumstances and dependencies ; bounded in front by Edouard Charles street, known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as No. 35, of the official subdivision of a part of No. 1, of the subdivision of the lot known and described as No. 32, of the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY NINTH** day of **OCTOBER** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 23rd September, 1903. 3052  
[First published, 26th September, 1903.]

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.***Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC ; vs**  
 No 984. } **MARGUERITE KOENIG,**  
 à savoir :

1° Le lot No 3792 (trois mille sept cent quatre-vingt-douze), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$2.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

2° Le lot No 3793 (trois mille sept cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$2.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

3° Le lot No 3791 (trois mille sept cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain borné au sud par un passage public, étant une rue projetée—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$4.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

**CHS. LANGELIER,**

Bureau du Shérif, Québec, 14 octobre 1903.  
 [Première publication, 17 octobre 1903.]

Shérif.  
3237**FIERI FACIAS**

Québec, à savoir : } **LOUIS COUTURE ; contre**  
 No 1610. } **ANTOINE LAVERTU, à**  
 savoir :

1° Le lot No 91 (quatre-vingt-onze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Giles, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé concession L'Embarras-Est—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 92 (quatre-vingt-douze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Giles, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé concession L'Embarras-Est—circonstances et dépendances.

3° Le lot 93 (quatre-vingt-treize) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Giles, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé concession L'Embarras-est—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Giles, comté de Lotbinière, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

**CHS LANGELIER,**

Bureau du Shérif, Québec, 1er octobre 1903.  
 [Première publication, 3 octobre 1903.]

Shérif.  
3117.2**Nomination**

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par ordre en conseil, en date du deux octobre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Québec, M. Norbert Perron, marchand, de Saint-Alban, comté de Portneuf. 3269

**Avis de Faillites***District de Kamouraska.*

Joseph O. Nadeau, de Fraserville, marchand de meubles, a, le 16e jour d'octobre 1903, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créan-

**FIERI FACIAS***Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ; vs.**  
 No. 984. } **MARGUERITE KOENIG,**  
 to wit :

1. Lot No. 3792 (three thousand seven hundred and ninety two), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint John street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$2.00, payable to l'Hôtel-Dieu of Quebec, on the 29th June every year.

2. Lot No. 3793 (three thousand seven hundred and ninety three), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint John street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$2.00, payable to l'Hôtel-Dieu of Quebec, on the 29th June every year.

3. Lot No. 3791 (three thousand seven hundred and ninety one), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot bounded by a public passage, being a projected street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$4.00, payable to l'Hôtel-Dieu of Quebec, on the 29th June every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

**CHS. LANGELIER,**

Sheriff's Office, Québec, 14th October, 1903.  
 [First published, 17th October, 1903.]

Sheriff.  
3238**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **LOUIS COUTURE ; against**  
 No. 1610. } **ANTOINE LAVERTU,**  
 to wit :

1. Lot 91 (ninety one), of the official cadastre of the parish of Saint Giles, county of Lotbinière, being a lot of land situate on the concession L'Embarras Est—circumstances and dependencies.

2. Lot 92 (ninety two), of the official cadastre of the parish of Saint Giles, county of Lotbinière, being a lot of land situate on the concession L'Embarras Est—circumstances and dependencies.

3. Lot 93 (ninety three), of the official cadastre of the parish of Saint Giles, county of Lotbinière, being a lot of land situate on the concession L'Embarras Est—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Giles, county of Lotbinière, on the SECOND day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

**CHS. LANGELIER,**

Sheriff's office, Québec, 1st October, 1903.  
 [First published, 3rd October, 1903.]

Sheriff.  
3118**Appointment**

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the second of October, 1903, to appoint to the commission of the peace for the district of Québec, Mr. Norbert Perron, of Saint Alban, county of Portneuf. 3270

**Bankrupt Notices***District of Kamouraska.*

Joseph O. Nadeau, of Fraserville, merchant, has, on the 16th October, 1903, made a judicial assignment of his property for the benefit of his

oiers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 16 octobre, 1903. 3255

*District de Chicoutimi.*

Basile Néron, de Saint-Jérôme, Lac Saint-Jean, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 9 octobre 1903, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 15 octobre 1903. 3263

*District Trois-Rivières*

Re Théophile Lemyre, marchand, Saint-Jacques des Piles, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 novembre 1903, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 15 octobre 1903. 3265

*District du Saguenay.*

In re W. Chamard & Cie, Malbaie, Insolvable.

Un deuxième bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 novembre 1903, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 15 octobre 1903. 3267

*District de Gaspé.—Cour Supérieure.*

In re Victor Onraët, de Musselyville, Failli.

Un premier et dernier dividende a été déclaré dans cette affaire, payable le ou après le 4 novembre 1903.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Québec, 15 octobre 1903. 3259

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*

In re Jean Simard, Chicoutimi, Failli ;  
et

Chs. E. Roy, Québec, Requéérant cession.

Avis est par le présent donné que M. Jean Simard, marchand de chaussures, de Chicoutimi, a, le 13 octobre 1903, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi.

Une assemblée de ses créanciers est convoquée au palais de justice, à Chicoutimi, pour le 26 octobre 1903, à 10 heures a. m., pour donner leur avis à la nomination d'un curateur et des inspecteurs aux biens en cette affaire.

GEO. DARVEAU,  
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 17 octobre 1903. 3261

creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 16th October, 1903. 3256

*District of Chicoutimi.*

Basile Neron, of Saint Jerome, Lake Saint John, has, on the 9th October, 1903, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provincial guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 15th October, 1903. 3264

*District of Three Rivers*

Re Theophile Lemyre, merchant, Saint Jacques des Piles, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 2nd November, 1903, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 15th October, 1903. 3266

*District of Saguenay.*

In re W. Chamard & Cie, Murray Bay, Insolvents.

A second dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 4th November, 1903, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 15th October, 1903. 3268

*District of Gaspé.—Superior Court.*

In re Victor Onraët, of Musselyville, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable on or after the 4th of November, 1903.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.

Québec, 15th October, 1903. 3260

Province of Québec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In re Jean Simard, Chicoutimi, Insolvent ;  
and

Chs. E. Roy, Québec, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that Mr. Jean Simard, boot and shoe merchant, of Chicoutimi, has, on the 13th October, 1903, made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi.

A meeting of the creditors is convoked at the court house, at Chicoutimi, on the 26th October, 1903, at 10 o'clock a. m., to give their advice for the appointment of a curator and of inspectors in this matter.

GEO. DARVEAU,  
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.  
Québec, 17th October, 1903. 3262

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure*  
 Dans l'affaire de Michel Armaly, de Québec, marchand, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Caron, en date du 14<sup>e</sup> jour d'octobre 1903, le soussigné a été nommé gardien provisoire des biens du dit insolvable  
**PIERRE DROUIN,**  
 Gardien provisoire.  
 181, rue Saint-Joseph, Saint-Roch, Québec.  
 Québec, 14 octobre 1903. 3257

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 In the matter of Michael Armaly, of Quebec, merchant. Insolvent.  
 Notice is hereby given that by a judgment of the Honorable justice Caron, dated 14th October, 1903, the undersigned has been appointed provisional guardian of the insolvent's assets.  
**PIERRE DROUIN,**  
 Provisional guardian.  
 181, Saint Joseph street, Saint Roch, Quebec.  
 Quebec, 14th October, 1903. 3258

*Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 42.*

*Index of the Quebec Official Gazette, No. 42.*

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**Dmes Beaudoin vs Aubert, 1594 ; Boulet vs Dorval, 1595 ; Bourget vs Lacombe, 1594 ; Brunelle vs Benoit, 1596 ; Cardinal vs St. Jean, 1596 ; Chenevert vs Bonin, 1596 ; Elie dit Breton vs Ste. Marie, 1593 ; Francis vs Ellis, 1594 ; Grison vs McMillan, 1594 ; Gross vs Breitman, 1595 ; Lacroix vs Dutrisac, 1596 ; Lallier vs Provençal, 1595 ; Leclair vs St. Maurice, 1593 ; Ornstein vs Wexler, 1593 ; Renaud vs Martel, 1595 ; Roy vs Tremblay, 1595 ; Visien vs Paquette, 1593.

**ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Beaudoin vs Aubert, 1594 ; Boulet vs Dorval, 1595 ; Bourget vs Lacombe, 1594 ; Brunelle vs Benoit, 1596 ; Cardinal vs St. Jean, 1596 ; Chenevert vs Bonin, 1596 ; Elie dit Breton vs Ste. Marie, 1593 ; Francis vs Ellis, 1594 ; Grison vs McMillan, 1594 ; Gross vs Breitman, 1595 ; Lacroix vs Dutrisac, 1596 ; Lallier vs Provençal, 1595 ; Leclair vs St. Maurice, 1593 ; Ornstein vs Wexler, 1593 ; Renaud vs Martel, 1595 ; Roy vs Tremblay, 1595 ; Visien vs Paquette, 1593.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—**Dmes Dagenais vs Gareau, 1594 ; Gauthier vs Vincent, 1594.

**ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—**Dmes Dagenais vs Gareau, 1594 ; Gauthier vs Vincent, 1594.

**ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—**Demande d' :— Divers lots du village de Roberval à Ouatichouan, comté du Lac Saint-Jean, 1589 ; Divers lots de la paroisse de Saint-Raymond au village de Saint-Raymond, comté de Portneuf, 1588.

**MUNICIPALITIES ANNEXED :—**Application for :— Several lots of the village of Roberval to Ouatichouan, county of Lake Saint John, 1589 ; Several lots of the parish of Saint Raymond to the village of Saint Raymond, county of Portneuf, 1588.

**ANNONCEURS :—**Avis aux :— Concernant avis, etc., 1585.

**ADVERTISERS :—**Notice to :— Respecting notices, &c., 1585.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—**Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1591 ; Conseil législatif, 1589.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices Respecting the :— Legislative Assembly, 1591 ; Legislative Council, 1589.

**FAILLIS :—**Armaly, 1604 ; Beaudoin, 1597 ; Béland, 1597 ; Cantin, 1596 ; Chamard & Cie, 1603 ; Dme Hadd, 1597 ; Dorval, 1597 ; Gagnier, 1598 ; Lemyre, 1603 ; Martineau, 1597 ; Nadeau, 1602 ; Néron, 1603 ; Onraët, 1603 ; Simard, 1603.

**INSOLVENTS :—**Armaly, 1604 ; Beaudoin, 1597 ; Béland, 1597 ; Cantin, 1596 ; Chamard & Cie, 1603 ; Dme Hadd, 1597 ; Dorval, 1597 ; Gagnier, 1598 ; Lemyre, 1603 ; Martineau, 1597 ; Nadeau, 1602 ; Néron, 1603 ; Onraët, 1603 ; Simard, 1603.

**LIQUIDATION :—**The Howard Trust & Investment Coy, 1598.

**LIQUIDATION :—**The Howard Trust & Investment Coy, 1598.

**MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—**Canton Campbell, comté de Labelle, 1588 ; Saint-Edmond du Lac au Saumon, 1588.

**MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—**Township Campbell, county of Labelle, 1588 ; Saint Edmond du Lac au Saumon, 1588.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—**Demandes d'annexer :— Village Deschênes au canton Hull, comté d'Ottawa, 1588.

**SCHOOL MUNICIPALITY :—**Application to annex :— Village Deschênes to township Hull, county of Ottawa, 1588.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDES DE TRANSFERT :—**De J. B. Hamel à J. O. East, 1589.

**NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—**From J. B. Hamel to J. O. East, 1589.

**NOMINATIONS :—**Commissaires d'écoles :— Sainte-Dorothée, No 2, 1585.  
 Juges de paix :— Bedford, 1585 ; Chicoutimi, 1585 ; Terrebonne, 1585 ; Saint-Alban, comté de Portneuf, 1602.

**APPOINTMENTS :—**School commissioners :— Sainte-Dorothée, No. 2, 1585.  
 Justices of the peace :— Bedford, 1585 ; Chicoutimi, 1585 ; Terrebonne, 1585 ; Saint Alban, county of Portneuf, 1602.

PROCLAMATIONS :--Convocation des chambres, 1587 ;  
Paroisse de Saint-Camille de Lellia, comté de  
Bellechasse, érigée, 1588.

TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION : --Canton  
Simard, 1588.

VENTE PAR LICITATION :--Dme Drapeau vs Gagné  
*et al*, 1598.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :--Grondin *et al*, vs Dme Bédard,  
1599.

CHICOUTIMI :--Lafontaine vs Bélanger, 1599.

IBERVILLE :--Girard vs Coupal, 1600.

JOLIETTE :--Brouillet vs Bolduc, 1600.

MONTREAL :-- Champagne vs Champagne, 1601 ;  
La ville d'Outremont vs Demers *et al*, 1601.

QUÉBEC :--Couture vs Lavertu, 1602 ; La cité de  
Québec vs Dme Koenig, 1601.

PROCLAMATIONS : -- Parliament convoked, 1587 ;  
Parish of Saint Camille de Lellia, county of  
Bellechasse, erected, 1588.

CROWN LANDS, CANCELLATION : --Township Simard,  
1588.

SALE BY LICITATION :--Dme Drapeau vs Gagné *et al*,  
1598.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :--Grondin *et al* vs Dme Bédard,  
1599.

CHICOUTIMI :--Lafontaine vs Bélanger, 1599.

IBERVILLE :--Girard vs Coupal, 1600.

JOLIETTE :--Brouillet vs Bolduc, 1600.

MONTREAL :-- Champagne vs Champagne, 1601 ;  
La ville d'Outremont vs Demers *et al*, 1601.

QUEBEC :--Couture vs Lavertu, 1602 ; The city  
of Quebec vs Dme Koenig, 1601.

OK